

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Taslime AKBARALY, Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Expérimentation de la certification des comptes locaux - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre sur les états financiers et attestation de conformité établie par la Cour des comptes - Exercice 2023 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n° 2015-991 du 7 août 2015 prévoit que « *la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements* ».

En 2016, la Ville de Montpellier s'est engagée volontairement dans l'expérimentation de la certification des comptes locaux, intégrant les 25 collectivités retenues par la Cour des comptes pour participer à cette démarche. Sur les 34 955 communes en France, dix communes se sont portées volontaires pour poursuivre cette démarche, dont deux de plus de 200 000 habitants : la Ville de Montpellier et la Ville de Paris. A la suite de l'expérimentation, le Gouvernement laisse l'opportunité de poursuivre la certification des comptes. La Ville de Montpellier choisit de reconduire cette démarche de transparence jusqu'à la fin du mandat.

La Ville de Montpellier a vu dans ce process l'opportunité :

- D'accroître la transparence envers l'ensemble des acteurs financiers, des élus municipaux et des administrés ;

- De fiabiliser ses dispositifs de contrôle interne ;
- De renforcer son dispositif de lutte contre la fraude ;
- De moderniser son système d'information financière.

Ainsi, l'ensemble des pôles de la Ville de Montpellier ont mis en œuvre des plans d'actions d'amélioration de la qualité comptable et financière. Pour ce faire, la Collectivité a bénéficié d'un accompagnement de la Cour des comptes et a travaillé de concert avec le comptable public. Ce travail est soumis à l'avis du Commissaire aux comptes dont l'objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes :

- Ne comportent pas d'anomalies significatives ;
- Sont réguliers et sincères ;
- Donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, de la situation financière et du patrimoine de la Ville de Montpellier.

L'audit réalisé n'a pas pour finalité de se prononcer sur la performance de la gestion de la Ville de Montpellier.

L'exercice 2023 constitue pour la Collectivité le quatrième exercice dont les comptes sont soumis à un contrôle réalisé par un auditeur externe. Les comptes forment un tout indissociable composé d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe.

Les comptes 2023 ont été certifiés par le Commissaire aux comptes, pour la troisième année consécutive. Cette certification est assortie de trois réserves :

- Une réserve sur les provisions pour gros entretien ;
- Une réserve sur le suivi comptable de l'actif, commune à toutes les collectivités expérimentatrices de la certification des comptes ;
- Une réserve sur la fiscalité, pour laquelle la Collectivité n'a pas capacité à agir, car cela incombe au législateur.

Dans le cadre de ce troisième exercice de certification expérimental, le Commissaire aux comptes, le Cabinet Grant Thornton, conformément au cahier des charges relatives à l'expérimentation de l'audit des comptes, a rédigé une synthèse destinée au Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la synthèse du Commissaire aux comptes sur la certification expérimentale des comptes de 2023 ;
- De prendre acte des états financiers 2023, joints en annexe du Compte Administratif 2023 ;
- De prendre acte de l'attestation de conformité établie par la Cour des Comptes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

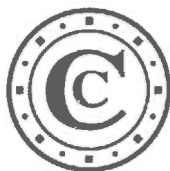
Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Commune de Montpellier - exercice 2023.pdf
- Montpellier_Restitution.pdf
- Ville de Montpellier_1223_Synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269717-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Formation inter-juridictions relative à l'expérimentation de la certification des comptes publics locaux**

Attestation n° 2024-S2024-0844

Séance du 29 mai 2024

ATTESTATION DE CONFORMITÉ**COMMUNE DE MONTPELLIER**

La présente attestation est établie en application de l'avenant signé 14 juin 2021 à la convention conclue le 6 avril 2017 entre la Cour des comptes représentée par son Premier président et la commune de Montpellier, représentée par son maire. Elle tient compte des éléments fournis à la Cour des comptes à la date du 21 mai 2024.

Elle prend place dans le cadre légal de l'expérimentation de certification des comptes publics locaux, tel que fixé, notamment par l'article 110 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 modifiée portant nouvelle organisation territoriale de la République¹.

Cette attestation prend en considération l'ensemble des pièces contractuelles², les documents auxquels elles renvoient (code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, normes d'exercice professionnel - NEP), ainsi que les pièces du dossier de travail du commissaire aux comptes mises à la disposition de la Cour.

Elle a été établie après audition, par la formation inter-juridictions, de M. Stéphane Marelli, associé signataire du cabinet Grant Thornton. Elle est limitée à l'examen des seuls cycles pour lesquels des exceptions à la conformité aux documents contractuels avaient été relevées lors des précédents exercices et exclut les exceptions formelles (notamment l'absence de signature du rapport du commissaire aux comptes et de la lettre d'affirmation dans les documents transmis à la Cour).

¹ Ainsi que par l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales ; l'article 15 de la loi n°2021-191 du 22 février 2021 ; le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment ses articles 53 à 57 ; l'arrêté interministériel du 29 octobre 2020 relatif au calendrier d'arrêté des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements admis à participer à l'expérimentation de la certification des comptes prévue par l'article 110 de la loi n° 2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; l'instruction budgétaire M57 modifiée par l'arrêté du 21 décembre 2022 applicable au 1^{er} janvier 2023, et notamment le tome 4 relatif aux états financiers.

² Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatant les caractéristiques générales du marché, cahier des clauses administratives générales (CCAG), cahier des clauses techniques particulières (CCTP), acte d'engagement et mémoire technique du cabinet concerné.

SUR LA CONFORMITÉ DES TRAVAUX RELATIFS À L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

- ***En ce qui concerne les comptes de régie***

La NEP 240 relative à la prise en considération de la possibilité de fraudes lors de l'audit des comptes précise que « *le commissaire aux comptes met en œuvre des procédures d'audit qui consistent à vérifier le caractère approprié des écritures comptables et des écritures d'inventaire passées lors de la préparation des comptes* ». Le « *rapprochement entre les soldes comptables des fonds en caisse et l'inventaire de caisse en fin d'exercice* » fait partie des diligences prévues par le cahier des charges que le commissaire aux comptes n'a pas effectuées.

- ***En ce qui concerne la trésorerie***

L'instruction M57 prévoit que les disponibilités sont « *les fonds détenus par l'entité et toutes les valeurs qui, en raison de leur nature, sont immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal* ». La convertibilité en espèces requiert la présence de comptes bancaires ou de fonds de caisse. De plus, conformément aux dispositions prévues par la NEP 500 (« *Caractère probant des éléments collectés* »), le commissaire aux comptes doit s'assurer que « *les opérations et événements ont été enregistrés dans la bonne période* ».

En conséquence, le cahier des charges prévoit la réalisation d'un « *rapprochement entre les soldes comptables et les soldes bancaires en fin d'exercice (compte au Trésor, autres comptes bancaires, etc.)* », les éventuelles différences devant être analysées au regard des principes généraux de comptabilisation.

La collectivité ne procède pas à un rapprochement de sa comptabilité avec des données bancaires et justifie généralement le montant de ses disponibilités par des documents issus du système d'information financière du comptable public.

Les documents versés au dossier de travail du commissaire aux comptes ne permettent pas de conclure qu'un rapprochement entre le solde comptable de la commune et le solde du relevé bancaire de la Banque de France a été effectué de manière satisfaisante, la piste d'audit étant interrompue en l'absence d'informations bancaires spécifiques à la collectivité dans les relevés de la Banque de France.

- ***En ce qui concerne les engagements hors bilan***

Le cahier des charges prévoit des « *vérifications finales de détail portant sur la nature, l'existence, l'exactitude et l'exhaustivité des engagements hors bilan recensés* ».

Si les travaux de commissaire aux comptes ont permis de s'assurer de la nature, de l'existence et de l'exactitude des engagements hors bilan, la revue analytique des engagements hors bilan ne figure pas dans le dossier de travail et les documents versés ne permettent pas de conclure à une vérification de l'exhaustivité du recensement des engagements hors bilan.

SUR LA CONFORMITÉ DES DOCUMENTS PRÉVUS PAR LE CAHIER DES CHARGES

Le cahier des charges prévoit la production, parmi les documents que le commissaire aux comptes doit transmettre à l'ordonnateur, d'un « *rapport sur les comptes annuels* », incluant l'opinion sur les états financiers.

Le rapport provisoire sur les comptes annuels n'est pas conforme à celui présenté en annexe du cahier des charges, car il ne présente pas les responsabilités respectives de l'ordonnateur, du comptable public et du commissaire aux comptes de manière aussi précise qu'attendu.

En outre, la norme d'exercice professionnel 700 énonce que le rapport d'opinion doit comprendre « *les motifs de l'impossibilité de certifier* » et que « *le rapport est rédigé de manière claire et non ambiguë* ». Or, la réserve exprimée par le commissaire aux comptes relative aux installations techniques, agencements et matériel, autres immobilisations corporelles, immobilisations en cours et subventions d'investissement ne fait pas apparaître clairement la conclusion du commissaire aux comptes. Dès lors, le lecteur n'est pas en mesure d'en apprécier la portée.

*
* *

En conséquence, **la Cour des comptes est d'avis** que les travaux du commissaire aux comptes portant sur les comptes de l'exercice 2023 de la commune de Montpellier sont conformes aux documents contractuels, à l'exception des éléments suivants, à la date de signature de la présente attestation :

- pour les comptes de régie, le commissaire aux comptes n'a pas réalisé de rapprochement entre les soldes comptables des fonds en caisse et l'inventaire de caisse en fin d'exercice ;
- les procédures d'audit consistant à vérifier le rapprochement entre les soldes comptables et les soldes bancaires en fin d'exercice n'ont pu être réalisées ;
- les documents versés au dossier de travail ne permettent pas de conclure à une vérification de l'exhaustivité du recensement des engagements hors bilan ;
- le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels n'est pas conforme au modèle figurant dans le cahier des charges, car il ne présente pas les responsabilités respectives de l'ordonnateur, du comptable public et du commissaire aux comptes de manière aussi précise qu'attendu ;
- le projet de rapport sur les comptes annuels transmis à la Cour formule une limitation aux travaux d'audit relative aux installations techniques, agencements et matériel, autres immobilisations corporelles, immobilisations en cours et subventions d'investissement. La formulation de cette limitation n'apparaît pas « *claire et non ambiguë* » pour le lecteur du rapport d'opinion, comme le prescrit la norme d'exercice professionnelle 700.

*
* *

La Cour des comptes souligne que la présente attestation n'a pas d'autre objet que d'attester à l'ordonnateur que les prestations effectuées par le commissaire aux comptes sont conformes au cahier des charges de l'expérimentation, les écarts observés pouvant notamment découler de décisions prises par la collectivité ou de choix opérés par le commissaire aux comptes. Elle ne constitue pas une autre opinion sur les états financiers établis par l'ordonnateur, et n'a donc ni pour objet, ni pour effet, de valider ou d'infirmar l'opinion formulée par le commissaire aux comptes.

La Cour des comptes rappelle que, conformément à l'arrêté interministériel du 29 octobre 2020, l'ordonnateur doit joindre la présente attestation, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2023, aux documents présentés lors de l'approbation du compte administratif de ce même exercice, dans les conditions prévues à l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales.

Fait et délibéré à la Cour des comptes, 29 mai 2024,

Le président de séance



Jean-Pierre Viola



Grant Thornton

Rapport Phase finale Comptes 2023

Mission de certification des comptes
de la Ville de Montpellier



M

Montpellier

- Document confidentiel -



Sommaire

1

Rappel des objectifs de l'expérimentation

P. 3



2

Suivi des constats 2022 et conclusions 2023

P. 7



3

Rapport sur les comptes annuels 2023

P. 16





1

Rappel des objectifs de l'expérimentation



Rappel des objectifs de l'expérimentation



Objectif et cadre général

Selon l'article 110 de la loi Notre, « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements ».

L'objectif est « **d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local** ».

- 2018-2020 : Une première phase d'expérimentation conduite directement par la Cour des comptes et les CRC
- 2020-2023 : Une seconde phase avec des audits des comptes conduits par des professionnels du chiffre
- 2023-2024 : Un prolongement de l'expérimentation

EXPÉRIMENTATION



TRANSPARENCE DES COMPTES PUBLICS



MAITRISE DES RISQUES



PERFORMANCE OPERATIONNELLE





Rappel des objectifs de l'expérimentation



Objectif et cadre général

Ce qu'est la certification des comptes

- Une **assurance donnée par un tiers indépendant** sur l'application régulière et sincère de la réglementation comptable applicable,
- Une **appréciation du patrimoine de la Ville** en complément de la vision budgétaire,
- Un **levier dans la démarche d'amélioration continue** du renforcement des dispositifs de maîtrise des risques et d'optimisation de la performance opérationnelle,



Ce que n'est pas la certification des comptes

- Une opinion sur la gestion,
- Une opinion sur le budget,
- Une évaluation des opportunités de gestion.





Rappel des objectifs de l'expérimentation



Démarche d'audit

1

PLANIFICATION DE L'AUDIT

- Prendre connaissance de l'environnement de la collectivité ;
- Comprendre l'environnement de contrôle interne, les systèmes comptables, les travaux de l'audit interne, les activités de reporting et les systèmes d'information ;
- Cartographier les risques pouvant avoir un impact significatif sur l'information comptable et financière ;
- Intégrer le risque de fraude.

2

PHASE PRÉLIMINAIRE

- Identifier le risque d'erreur sur les principaux flux ;
- Evaluer la conception des contrôles automatisés / manuels-préventifs / détectifs ;
- Tester l'efficacité opérationnelle des contrôles retenus ;
- Evaluer le risque de non contrôle interne ;
- Adapter l'approche d'audit pour diminuer les procédures substantives ;
- Partager nos recommandations sur la conception et l'efficacité du contrôle interne.

3

AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

AUDIT FINAL

- Réaliser des revues analytiques ;
- Effectuer les tests de détails ;
- Analyser les données sur les cycles à forte volumétrie ;
- Evaluer le risque résiduel, ramené à un niveau acceptable au regard du seuil de matérialité préalablement défini.

SYNTHÈSE, COMMUNICATION ET REPORTING

- Conclure sur la sincérité et la régularité des états financiers audités ;
- Emettre le rapport ;
- Evaluer le niveau de satisfaction ;
- Améliorer les conditions de nos interventions sur la base des commentaires recueillis (collectivité, cour des comptes, CRC).

Exercice 2023

A partir de Septembre

Décembre

Mars-Avril

Mai



Restitution et livrables

Septembre 2023

- Planification de la mission
- Lancement de la mission
- Communication vers les services
- Lettre de mission

18 décembre 2023

Restitution des travaux sur l'évaluation du contrôle interne et les systèmes d'information

13 mai 2024

Restitution des travaux sur l'audit des comptes au 31 décembre 2023

Mai-Juin 2024

- Rapport de certification,
- 27 juin : Présentation du rapport d'audit au Conseil municipal



The background of the slide features a photograph of a classical building facade, likely a government or institutional structure. It includes a stone wall with the words 'LIBERTE' and 'FRATERNITE' visible. Several flags are flying: the European Union flag (blue with yellow stars), the French national flag (vertical stripes of blue, white, and red), and a red flag. A tall, grey stone tower with a clock face is visible on the right side of the building. A large, semi-transparent purple graphic element, consisting of curved lines and a circular pattern, is overlaid on the left side of the image.

2

Suivi des constats 2022 et conclusions 2023



● Une démarche de fiabilisation des comptes en bonne voie



Dans la continuité des travaux conduits par la chambre régionale des comptes, cette quatrième année d'audit a notamment permis d'apprécier les progrès accomplis par la Ville dans la démarche de fiabilisation de ses Comptes.



La stratégie de fiabilisation de l'actif immobilisé (qui représente 95% de l'actif total au 31 décembre 2023) a permis à la Ville de rapprocher sur l'exercice près de 75% de son patrimoine immobilier à son inventaire physique.

Des travaux ont été menés afin de mettre en concordance l'inventaire physique (AsTech) avec l'inventaire comptable (ImmoNet) et a permis de fiabiliser une part significative des constructions et des terrains.




Les travaux restent à conduire sur le mobilier et matériel informatique, ainsi que sur les autres immobilisations corporelles.

Les enjeux de la Ville afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée en matière de transparence financière requièrent un plan d'actions dont les effets sont progressifs.




| Cycles comptables | Caractère significatif du cycle | Constats |
|--|--|---|
| Immobilisations incorporelles et corporelles | 95% du total actif au 31 décembre 2023 | <p>Constats 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inventaire physique nettement fiabilisé : la Ville a poursuivi la démarche de fiabilisation de son actif qui lui a permis de recoller une grande partie de ses immobilisations corporelles (terrains et constructions). • La collectivité a entrepris un travail d'évaluation du patrimoine non comptabilisé, réalisé par le pôle domanial de la DGFIP. • En 2023, il conviendra de poursuivre le rapprochement de l'actif entre l'ordonnateur et le comptable public. • Réserve pour désaccord sur l'actif immobilisé non fiabilisé. • Réserve pour limitation sur l'exhaustivité des immobilisations non comptabilisées (15 m€ selon évaluation du cabinet P2N) <p>Constats 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Ville a poursuivi la démarche de fiabilisation de son actif qui lui a permis de recoller une grande partie de ses immobilisations corporelles (terrains et constructions). • La collectivité a finalisé le travail d'évaluation du patrimoine non comptabilisé, réalisé par le pôle domanial de la DGFIP. • Concernant la partie foncière, une étude par un cabinet est en cours également. Un rapport a été rendu en date de mars 2023. • En 2023, concernant le parc de véhicules, l'inventaire est terminé (en attente des opérations de régularisation). • La ville de Montpellier a établi un rétroplanning détaillé qui a fait l'objet d'une mise à jour à fin décembre 2023. Nous suivrons sa mise en œuvre dont l'échéance est prévue fin 2026. • Réserve pour désaccord sur l'actif immobilisé non fiabilisé. |

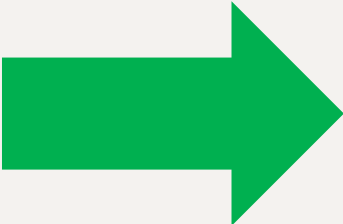


| Cycles comptables | Caractère significatif du cycle | Constats |
|------------------------------------|--|--|
| Provisions pour risques et charges | 22,5 M€ au 31 décembre 2023  | <p>Constats 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les écritures de correction d'erreur des provisions pour passifs sociaux identifiées en 2021 ont été régularisées. Levée de la réserve pour désaccord correspondante. Maintien de la réserve pour limitation sur l'exhaustivité des provisions : <ul style="list-style-type: none"> Absence de procédure de recensement, de centralisation et d'estimation des provisions liées aux immobilisations (provision pour gros entretien, remise en état de site, désamiantage, frais de démolition d'un immeuble, impacts du décret tertiaire). <p>Constats 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Maintien de la réserve pour limitation sur l'exhaustivité des provisions : <ul style="list-style-type: none"> Absence de procédure de recensement, de centralisation et d'estimation des provisions liées aux immobilisations (provision pour gros entretien, remise en état de site, désamiantage, frais de démolition d'un immeuble, impacts du décret tertiaire). |



| Cycles comptables | Caractère significatif du cycle | Constats |
|----------------------------|---|---|
| Produits sans contrepartie | <p>88 % des produits de fonctionnement de la Ville de Montpellier au 31 décembre 2023</p>  | <p>Constat 2022 : <u>Limitation exogène</u> : mesure – Piste d'audit non disponible du fait de prestations externalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Périmètre identique <p>Constat 2023 : <u>Limitation exogène</u> : mesure – Piste d'audit non disponible du fait de prestations externalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Périmètre identique : Impôts et Taxes pour 240 M€ et, plus spécifiquement, les taxes foncières et les taxes d'habitation, la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement et le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales qui représentent plus de 63% des produits de fonctionnement. • Le poste État – Compensation au titre des exonérations de taxes foncières s'élève à 6,3 M€. |



| Cycles comptables | Caractère significatif du cycle | Constats |
|----------------------------|--|--|
| Produits avec contrepartie | 7 % des produits de fonctionnement de la Ville de Montpellier au 31 décembre 2023 | <p>Constat 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La collectivité a poursuivi le travail de documentation de la piste d'audit concernant les rattachements de recettes. Malgré cela, des écarts ont été identifiés et feront l'objet d'une mention en lettre d'affirmation. Impact des ajustements liés au rattachement sur l'exercice 2022 : <ul style="list-style-type: none"> Redevance d'occupation du domaine public et autres droits de stationnement et de location (Pôle Proximité Espaces Publics) : résultat (+0,9 M€) ; fonds propres (+0,7 M€) Redevance de stationnement : résultat (+0,4 M€) ; fonds propres (+0,2 M€) Forfaits post-stationnement (FPS) : résultat (+0,2 M€) ; fonds propres (+0,4 M€) Revenus provenant du patrimoine immobilier : résultat (-0,3 M€) ; fonds propres (+0,3 M€) |
| |  | <p>Constat 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La collectivité a poursuivi le travail de documentation de la piste d'audit concernant les rattachements de recettes. Malgré cela, des écarts ont été identifiés et feront l'objet d'une mention en lettre d'affirmation. Impact des ajustements liés au rattachement sur l'exercice 2023 : <ul style="list-style-type: none"> Redevance de stationnement : résultat (+0,9 M€) ; fonds propres (+0,9 M€) Revenus provenant du patrimoine immobilier : résultat (-0,3 M€) ; fonds propres (-0,3 M€) |



3

Rapport sur les comptes annuels

Certification avec 3 réserves



| N° | Réserves | Montant net 31 décembre 2023 (M€) | Détail |
|----|---|---|--|
| 1 | Immobilisations corporelles | 1 491 M€ | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Terrains et constructions (1270 M€) : En l'absence de pièces justificatives disponibles, impossibilité de mener les diligences appropriées pour vérifier le montant enregistré ▪ Installations techniques, agencements et matériel et autres immobilisations corporelles (24 M€), les immobilisations en cours (42 M€), les subventions d'investissement versées (155 M€) : En raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne relatives à l'inventaire physique et de l'impossibilité de vérifier ce poste au moyen d'autres diligences, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la réalité, l'exhaustivité et la mesure. |
| 2 | Provisions pour risques et charges | 22,5 M€ | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les dispositifs de contrôle interne étant insuffisants, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère exhaustif des provisions liées aux immobilisations. |



| N° | Réserves | Montant net 31 décembre 2023 (M€) | Détail |
|----|---|---|--|
| 3 | Recettes liées aux Impôts et Taxes | 246 M€ | <ul style="list-style-type: none"> Ces recettes concernent les taxes foncières et les taxes d'habitation, la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement et le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (240 M€) et la compensation au titre des exonérations de taxes foncières (6 M€). Une partie significative des processus est réalisée auprès des services de l'Etat. Compte tenu des seuls dispositifs actuels de contrôle mis en œuvre par la Ville, et de l'impossibilité de justifier ces données au moyen d'autres procédures, nous n'avons pas pu obtenir un niveau d'assurance raisonnable sur l'absence d'anomalies significatives. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure, de nous prononcer sur l'exhaustivité et la mesure du montant de ces produits. |

GRANT THORNTON

www.grantthornton.fr

Siège social :

29 rue du Pont
92200 Neuilly-Sur-Seine

Membre de Grant Thornton
International

www.gti.org

Stéphane Marello

Associé

T +33 4 94 10 89 10

E Stephane.Marello@fr.gt.com



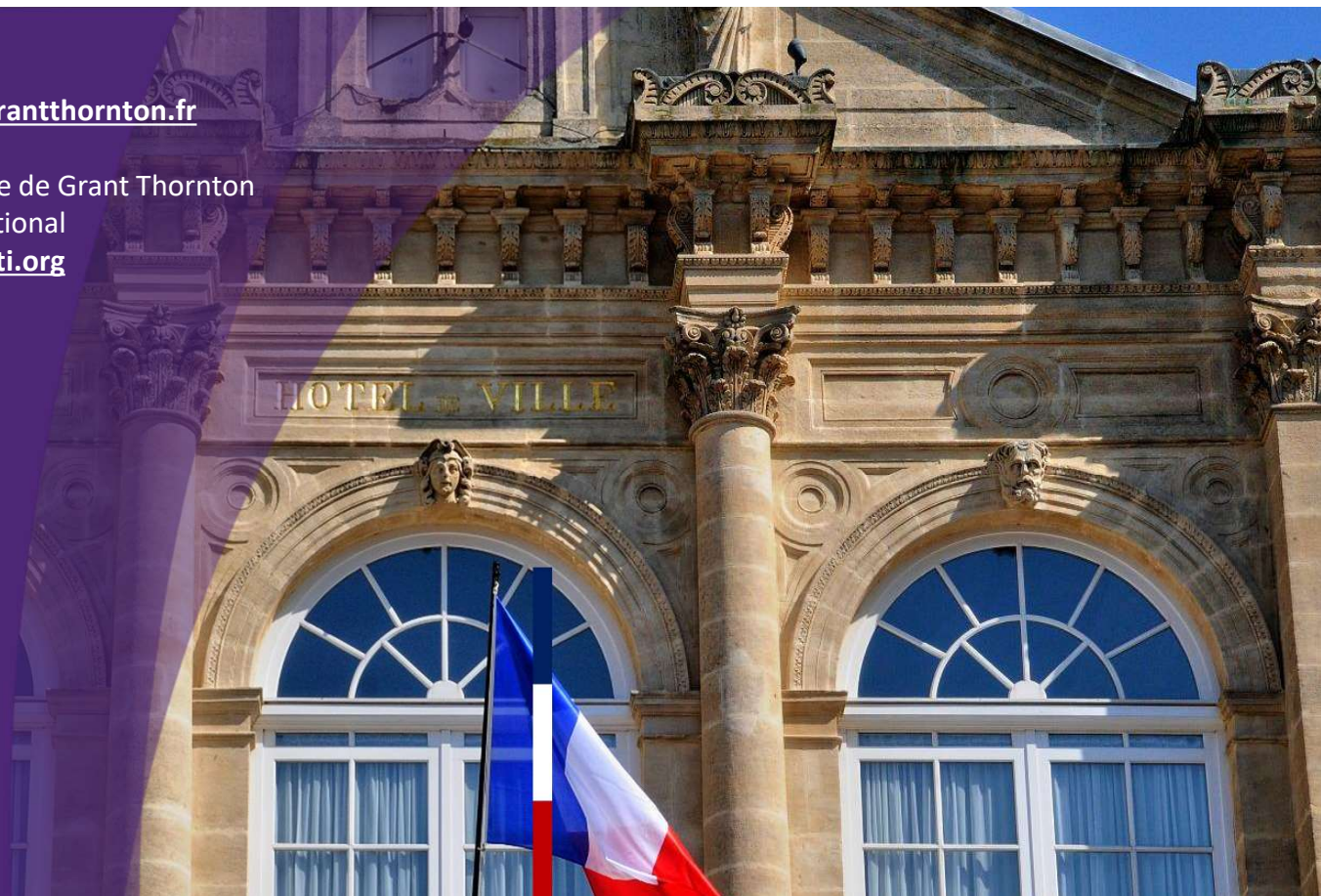
@GrantThorntonFr



Grant Thornton France



Grant Thornton France



Grant Thornton



@ 2024 Grant Thornton France. All rights reserved.

'Grant Thornton' refers to the brand under which the Grant Thornton member firms provide assurance, tax and advisory services to their clients and/or refers to one or more member firms, as the context requires. Grant Thornton France is a member firm of Grant Thornton International Ltd (GTIL). GTIL and the member firms are not a worldwide partnership. GTIL and each member firms is a separate entity. Services are delivered by the member firms. GTIL does not provide services to clients. GTIL and its member firms are not agents of, and do not obligate, one another and are not liable for one another's acts or omissions.

RCS Paris B 632 013 843

TVA intracommunautaire FR 01 632 013 843 – APE 6920Z

Siège social : 29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine - France



Grant Thornton

Synthèse destinée au conseil municipal établie par le commissaire aux comptes conformément au cahier des charges relatif à l'expérimentation de l'audit des Comptes de la Ville de Montpellier

VILLE DE MONTPELLIER

1 place Georges Frêche
34000 Montpellier

Exercice clos le 31 décembre 2023
Expérimentation – Loi NOTRé article 110

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes au capital
de 2 297 184 € inscrite au tableau de
l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France
et membre de la Compagnie régionale de
Versailles et du Centre
RCS Nanterre 632 013 843
29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

Exercice clos le 31 décembre 2023

Synthèse destinée à l'assemblée délibérante établie par le commissaire aux comptes conformément au cahier des charges relatif à l'expérimentation de l'audit des Comptes de la Ville de Montpellier

Montpellier, le 21 juin 2024

Le cadre de l'expérimentation

En vertu de l'article 110 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes (CRC), une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements afin d'établir les conditions préalables et nécessaires à l'audit des comptes du secteur public local. La Ville de Montpellier a ainsi été retenue dans le cadre de ce dispositif d'expérimentation.

En accord avec la Cour des comptes, la Ville de Montpellier a soumis ses Comptes de l'exercice 2023 à un audit. Ces derniers sont composés d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe. Les Comptes forment un tout indissociable et doivent être établis conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57 (« les Comptes »).

Un audit consiste, pour un auditeur externe indépendant, à émettre une opinion écrite.

En notre qualité de commissaire aux comptes et en exécution de la mission qui nous a été confiée par votre commune, il nous appartient de mettre en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes ne comportent pas d'anomalies significatives et qu'ils sont réguliers et sincères au regard de l'instruction budgétaire et comptable M57 et qu'ils donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Ville de Montpellier à la clôture de l'exercice 2023.

L'audit réalisé n'a pas pour finalité de se prononcer sur la performance de la gestion de la Ville de Montpellier.

L'exercice 2023 constitue le quatrième exercice dont les Comptes sont soumis à un audit réalisé par un auditeur externe.

Les objectifs de l'expérimentation

Tel que précisé par loi NOTRe, le législateur a souhaité mettre en place, avec les collectivités candidates, une expérimentation afin « *d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local* ».

Exercice clos le 31 décembre 2023

C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier s'est volontairement investie dans une démarche de transparence des comptes publics, de renforcement de la maîtrise des risques ainsi que de performance opérationnelle.

Dans la continuité des travaux conduits par la chambre régionale des comptes, cette quatrième année d'audit a notamment permis d'apprécier les progrès accomplis par la Ville dans la démarche de fiabilisation de ses Comptes.

La stratégie de fiabilisation de l'actif immobilisé (qui représente 95% de l'actif total au 31 décembre 2023) a permis à la Ville de rapprocher sur l'exercice près de 75% de son patrimoine immobilier à son inventaire physique.

Conformément aux recommandations formulées les exercices précédents, la Ville de Montpellier a poursuivi en 2023 sa démarche de fiabilisation de l'actif. Des travaux ont été menés afin de mettre en concordance l'inventaire physique (AsTech) avec l'inventaire comptable (ImmoNet) et a permis de fiabiliser une part significative des constructions et des terrains.

Les travaux restent à conduire sur le mobilier et matériel informatique, ainsi que sur les autres immobilisations corporelles.

Les enjeux de la Ville afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée en matière de transparence financière requièrent un plan d'actions dont les effets sont progressifs.

Une opinion favorable sur les Comptes assortie de 3 réserves au titre de la quatrième année

A l'issue de nos travaux et sous les trois réserves décrites dans notre rapport d'audit, nous sommes d'avis que les Comptes sont, au regard de l'instruction budgétaire et comptable M57, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Ville de Montpellier à la clôture de l'exercice 2023.

La synthèse des constats au titre de l'exercice 2023

Motifs endogènes pour lesquels la Ville de Montpellier dispose de l'ensemble des leviers d'actions

La formulation de réserves, dans l'expression de notre opinion sur les Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, résulte des principaux constats suivants.

1/ Immobilisations corporelles

La stratégie de fiabilisation de l'actif immobilisé (qui représente 95% de l'actif total au 31 décembre 2023) a permis à la Ville de faire le rapprochement, avec son inventaire physique au titre de l'exercice, de 75% de son patrimoine immobilier (terrains et construction). Cette démarche de fiabilisation sera poursuivie au cours de l'exercice 2024, notamment en ce qui concerne les enjeux de valorisation des actifs non comptabilisés (en particulier les bâtiments et constructions qui sont les plus significatifs).

Les installations techniques, agencements et matériel et les autres immobilisations corporelles s'élèvent à 153 M€ en valeur brute et 24 M€ en valeur nette au 31 décembre 2023. Les

Exercice clos le 31 décembre 2023

immobilisations en cours s'élèvent à 42 M€ en valeur nette. Les subventions d'investissement versées s'élèvent à 174 M€ en valeur brute et 155 M€ en valeur nette au 31 décembre 2023.

En raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne relatives à l'inventaire physique, de l'impossibilité de vérifier le poste Installations techniques, agencements et matériel ainsi que les autres immobilisations corporelles et les immobilisations en cours au moyen d'autres diligences.

2/ Provisions pour risques et charges

En revanche, des travaux de fiabilisation sont à conduire concernant les provisions pour risques et charges (qui représentent 22,5 M€ au 31 décembre 2023). Les dispositifs de contrôle interne étant insuffisants, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère exhaustif des provisions liées aux immobilisations.

Motifs exogènes liés à des processus réalisés significativement par des tiers externes pour lesquels la Ville de Montpellier ne dispose pas de l'ensemble des leviers d'actions

Une limitation, formulée sur les Comptes de l'exercice clos depuis le 31 décembre 2020 persiste à la clôture 2023, considérant que les leviers d'actions ne dépendent pas de la collectivité.

1/ Impôts et Taxes, Compensations, autres attributions et autres participations

Une réserve pour limitation concerne les Impôts et Taxes pour 240 M€ et, plus spécifiquement, les taxes foncières et les taxes d'habitation, la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement et le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales qui représentent plus de 63% des produits de fonctionnement.

Le poste État – Compensation au titre des exonérations de taxes foncières s'élève à 6,3 M€.

Une part significative des processus est réalisée auprès des services de l'Etat.

Ayant été uniquement en mesure de revoir les dispositifs actuels de contrôle mis en œuvre par la Ville, nous ne sommes pas en capacité de nous prononcer sur la correcte évaluation des montants enregistrés dans les Comptes.

Les prochaines étapes

La certification des comptes est une démarche volontaire en faveur de la transparence des comptes publics, permettant une maîtrise des risques renforcée. Elle constitue un outil de communication financière de la Ville.

La qualité des informations figurant dans l'annexe des Comptes a mobilisé de nombreux acteurs afin qu'elle puisse fournir l'information appropriée et répondre à l'objectif de transparence de l'action publique.

Partenaires de cette expérimentation, le cabinet Grant Thornton remercie l'ensemble des services de la Ville, et plus particulièrement le Pôle Finances et Conseil en Gestion pour leur mobilisation et la richesse des échanges intervenus au cours de la réalisation de cet audit.